

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2022-2023

24 MAI 2023

Proposition de résolution relative à la lutte contre l'antisémitisme

(Déposée par Mme Els Ampe et consorts)

DÉVELOPPEMENTS

I. INTRODUCTION

A. L'antisémitisme, une histoire hélas interminable

L'antisémitisme est un mal tenace qui a eu des conséquences catastrophiques jusque dans l'histoire récente. Bien que dans notre pays, l'antisémitisme affiché soit considéré comme inacceptable depuis la Deuxième Guerre mondiale, des manifestations d'antisémitisme se produisent encore régulièrement. Il convient de rester vigilant à cet égard.

L'antisémitisme existait déjà à l'Antiquité avec notamment les persécutions à l'époque gréco-romaine. Depuis lors, il n'a cessé de se développer et s'est fortement nourri du fait que les Juifs ont été accusés d'avoir tué Jésus. L'antisémitisme évolue en fonction des circonstances historiques. Au Moyen Âge, les Juifs étaient fausement accusés d'enlever et de tuer des enfants chrétiens, ainsi que de propager des maladies (entre autres, en empoisonnant des puits). Au fur et à mesure que les Juifs se sont intégrés en Europe, les théories du complot juif se sont multipliées.

Les fameux «Protocoles des Sages de Sion» furent un catalyseur de l'antisémitisme. Bien vite, le *Times* de Londres a dévoilé que ces Protocoles étaient non

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2022-2023

24 MEI 2023

Voorstel van resolutie betreffende de bestrijding van jodenhaat

(Ingediend door mevrouw Els Ampe c.s.)

TOELICHTING

I. INLEIDING

A. Jodenhaat, jammer genoeg terug van nooit weggeweest

Antisemitisme is een hardnekkig kwaad dat tot in de recente geschiedenis tot catastrofale gevolgen heeft geleid. Hoewel openlijk antisemitisme in ons land sinds het einde van de Tweede Wereldoorlog algemeen als onacceptabel wordt gezien, blijven antisemitische uitingen regelmatig de kop opsteken. Dit vraagt om permanente waakzaamheid.

Antisemitisme kwam reeds voor in de oudheid, zoals de vervolgingen onder Grieks-Romeinse autoriteiten, maar deze sentimenten ontwikkelden zich steeds verder en wonnen erg aan kracht via de beschuldiging dat Joden Jezus hadden vermoord. Antisemitisme evolueert naargelang de historische omstandigheden. In de middeleeuwen werden Joden valselijk beschuldigd van het ontvoeren en vermoorden van christelijke kinderen en van het verspreiden van ziekten (zoals het vergiften van waterputten). Toen de Joden in Europa begonnen te assimileren, werden er steeds meer complotten verzonnen over Joodse macht.

Een katalysator hiervan bleken de zogenaamde «Protocollen van de wijzen van Sion» te zijn. Al snel onthulde de *London Times* dat de Protocollen niet

seulement un faux, mais aussi un plagiat d'une satire politique française écrite en 1864 par Maurice Joly.

Toutefois, cette révélation n'a pas entamé l'influence des Protocoles. Hitler les a présentés comme un plan d'action et les a souvent cités dans ses premiers discours ainsi que dans la propagande nazi. L'une des pages les plus noires de l'histoire de l'humanité était en train de s'écrire (1).

Aujourd'hui, les théories du complot, les infox et la désinformation pullulent, notamment par le biais d'internet et des réseaux sociaux, un environnement rapide et éphémère dans lequel l'antisémitisme prospère malheureusement aussi.

B. La Belgique et l'antisémitisme

De plus en plus d'incidents antisémites se produisent en Belgique. Les statistiques révèlent qu'en 2021, la police fédérale a enquêté sur onze affaires de négation de l'Holocauste, et le Centre pour l'égalité des chances Unia a reçu 81 signalements d'antisémitisme.

En 2001, on a dénombré 81 incidents en lien avec l'antisémitisme ou la négation de l'Holocauste.

Les dossiers ouverts en 2021 concernent principalement des discours de haine dans les médias, et plus particulièrement sur les réseaux sociaux (49,1 %). Étaient ensuite concernés les domaines de la vie sociale (28,1 %), c'est-à-dire des situations ayant pour cadre l'espace public, et enfin l'emploi (8,8 %). En ce qui concerne les comportements signalés dans le cadre des dossiers clôturés par UNIA en 2021, il était question de discours de haine dans 65,9 % des cas (principalement incitation à la haine, à la violence ou aux discriminations) et d'actes de haine dans 7,3 % des cas (intimidation, violence, dommages, etc.); 20,7 % des dossiers ont trait à des propos négationnistes (en augmentation par rapport à 2020) qui, dans les cas qui nous ont été signalés, nient, minimisent fortement ou tentent de justifier ou d'approuver le génocide des Juifs par le régime nazi. Enfin, 6,1 % des dossiers concernent des discriminations directes ou indirectes.

Le site internet *antisemitisme.be*, qui recense tous les incidents racistes à l'encontre des Juifs, annonce un nombre record de 119 incidents en 2021, dont 83 portant sur du harcèlement en ligne (2).

(1) <https://www.ajc.org/news/understanding-the-origins-of-antisemitism>.
 (2) <https://www.hln.be/binnenland/corona-en-russische-oorlog-hebben-antisemitisme-verder-aangewakkerd-meer-dan-110-incidenten-in-belgie-in-2021~af1b463a/>.

alleen fictie waren, maar ook plagiaat. De Protocollen waren overgenomen uit Maurice Joly's Franse politieke satire uit 1864.

Maar de onthulling verwaterde de invloed ervan niet. De Protocollen werden een draaiboek voor Adolf Hitler, die het aanhaalde in veel van zijn vroege toespraken en nazi-propaganda. Dit leidde tot een van de zwartste bladzijden van de menselijke geschiedenis (1).

Mede door het internet en de daarbij behorende sociale media zijn vandaag de dag complottheorieën, *fake news* en desinformatie in een stroomversnelling terechtgekomen. Ook antisemitisme gedijt jammer genoeg goed in deze snelle, vluchtige omgeving.

B. België en antisemitisme

In België doen zich steeds meer antisemitische incidenten voor. Uit de beschikbare cijfers blijkt dat de federale politie in 2021 elf zaken onderzocht die verband hielden met het ontkennen van de Holocaust. Bij Unia werden 81 meldingen gemaakt van antisemitisme.

In 2021 bedroeg het aantal incidenten in verband met antisemitisme of ontkenning van de Holocaust in totaal 81.

De in 2021 geopende zaken hebben voornamelijk betrekking op haatzaaien in de media, voornamelijk op sociale netwerken (49,1 %). Daarna kwamen de gebieden van het sociale leven (28,1 %), met name situaties die zich in de openbare ruimte afspelen, en ten slotte de werkgelegenheid (8,8 %). Wat betreft de gedragingen die zijn gemeld in de zaken die Unia in 2021 heeft afgesloten, ging het in 65,9 % van de gevallen om haatspraak (voornamelijk aanzetten tot haat, geweld of discriminatie) en in 7,3 % van de gevallen om haatdaden (intimidatie, geweldpleging, beschadiging, enz.); 20,7 % van de dossiers hebben betrekking op negationistische toespraken (een stijging ten opzichte van 2020) die, in de ons gemelde gevallen, de genocide op de Joden door het naziregime ontkennen, verregaand minimaliseren, trachten goed te praten of goed te keuren. Ten slotte heeft 6,1 % betrekking op directe of indirecte discriminatie.

De website *antisemitisme.be*, die alle racistische incidenten jegens Joden inventariseert, maakt melding van een recordaantal van 119 incidenten in 2021, waarvan het in 83 gevallen om online pesterijen ging (2).

(1) <https://www.ajc.org/news/understanding-the-origins-of-antisemitism>.
 (2) <https://www.hln.be/binnenland/corona-en-russische-oorlog-hebben-antisemitisme-verder-aangewakkerd-meer-dan-110-incidenten-in-belgie-in-2021~af1b463a/>.

Un Belge sur quatre a tendance à discriminer ou à agir de manière antisémite. Un Belge sur dix discriminerait une personne pour la simple raison qu'elle est d'origine juive. Ce sont les résultats, relayés par le journal *Le Soir* fin 2021, d'une enquête réalisée par Ipsos pour l'organisation non gouvernementale (ONG) *Action and Protection League*, une association partenaire de l'*European Jewish Association*.

L'enquête menée en 2019 et 2020 révèle que 26 % des Belges âgés de dix-huit à septante-cinq ans sont modérément antisémites et que 4 % le sont fortement.

Selon le sondage, il y a plus de personnes antisémites en Région flamande (24 %, dont la moitié serait «fortement antisémite») qu'en Wallonie (14 %) et à Bruxelles (10 %).

L'antisémitisme ne concernerait qu'une personne sur dix à Bruxelles, mais le harcèlement à l'école à l'encontre des enfants d'origine juive y serait bien plus répandu.

Les adultes bruxellois seraient les plus tolérants à l'égard des personnes d'origine juive, mais il en irait tout autrement dans les écoles de la capitale. Selon Unia, de plus en plus de cas de harcèlement vis-à-vis d'enfants d'origine juive seraient signalés dans les écoles bruxelloises. D'après Patrick Charlier, le directeur d'Unia, «les parents sont donc plus réticents à inscrire leurs enfants dans ces écoles et préfèrent choisir une école juive à Bruxelles ou une école hors de la ville» (*traduction*) (3).

Les personnes qui ne sont pas titulaires du diplôme de l'enseignement secondaire seraient les plus antisémites (50 %). Ce taux diminue avec le niveau de formation, et est encore de 16 % chez les universitaires.

À la lumière de ces chiffres, il n'est donc pas étonnant que les incidents soient très fréquents. Par exemple, un homme de Saint-Nicolas a encore été arrêté début 2023 pour négationisme et apologie d'Hitler (4).

À l'été 2022, il a été décidé, après de longues tergiversations, que le festival d'extrême droite «*Frontnacht*» n'aurait pas lieu. La personne à l'origine de la pétition contre ce festival a reçu des menaces de mort (5). À l'affiche du festival figuraient plusieurs groupes ayant

Een op de vier Belgen heeft de neiging om te discrimineren of op een antisemitische manier te reageren. Een op de tien zou iemand discrimineren alleen maar omdat die van Joodse oorsprong is. Dat bleek uit een enquête van Ipsos voor de niet-gouvernementele organisatie (ngo) *Action and Protection League*, een partnerorganisatie van *European Jewish Association*, waarover *Le Soir* eind 2021 berichtte.

Uit de enquête, uitgevoerd in 2019 en 2020, blijkt dat 26 % van de Belgen tussen 18 en 75 jaar licht antisemitisch is, en dat 4 % uitgesproken antisemitisch is.

In het Vlaams Gewest zijn volgens de peiling meer mensen antisemitisch (24 %, waarvan de helft «sterk antisemitisch» zou zijn), dan in Wallonië (14 %) en Brussel (10 %).

In Brussel gaat het slechts om een op de tien, maar zouden er op school wel veel meer pesterijen tegen kinderen van Joodse origine gebeuren.

De volwassen Brusselaars zouden het meest tolerant zijn voor mensen van Joodse origine, maar op Brusselse scholen krijg je toch een ander beeld. Volgens Unia zouden er daar steeds meer pesterijen gemeld worden ten aanzien van kinderen van Joodse oorsprong. «Ouders zijn dan ook terughoudender om hun kind daar onder te brengen, en kiezen liever voor de joodse school in Brussel, of voor een school buiten de stad», zegt Unia-directeur Patrick Charlier (3).

Mensen zonder middelbaar diploma zouden het meest antisemitisch zijn (50 %), het aandeel daalt naarmate het opleidingsniveau stijgt. Bij de universitair gaat het nog om 16 %.

In het licht van deze cijfers is het dan ook niet verwonderlijk dat er zich op erg regelmatige basis incidenten voordoen. Zo werd begin 2023 nog een man uit Sint-Niklaas gearresteerd die zich schuldig maakte aan negationisme en verheerlijking van Hitler (4).

In de zomer van 2022 werd pas na lang twijfelen beslist om het extreemrechtse festival «*Frontnacht*» niet te laten doorgaan. De initiatiefnemer van de petitie tegen dit festival ontving doodsb bedreigingen (5). Op de artiestenlijst stonden verscheidene bands met neofascistische

(3) <https://www.bruzz.be/samenleving/een-op-de-tien-brusselaars-licht-antisemitisch-2021-11-09>.

(4) https://www.nieuwsblad.be/cnt/dmf20230124_96026621.

(5) Christophe Maertens, «In plaats van goed te keuren onder voorwaarden, beter alles geweigerd», *Het Laatste Nieuws Kortrijk-Ieper*, 7 september 2022, p. 25.

(3) <https://www.bruzz.be/samenleving/een-op-de-tien-brusselaars-licht-antisemitisch-2021-11-09>.

(4) https://www.nieuwsblad.be/cnt/dmf20230124_96026621.

(5) Christophe Maertens, «In plaats van goed te keuren onder voorwaarden, beter alles geweigerd», *Het Laatste Nieuws Kortrijk-Ieper*, 7 september 2022, blz. 25.

des sympathies néofascistes et néonazies, qui reprennent la rhétorique antisémite dans les paroles et les titres de leurs chansons (6).

Début 2022, des inconnus ont fait des tags antisémites à Uccle. Le mot «Juif» a été tagué sur un muret devant une habitation située à l'avenue des Ormeaux, et les noms des habitants ont aussi été tagués (7). Ce genre d'incident s'est produit à plusieurs reprises; les tags antisémites ne sont hélas plus inhabituels (8) (9).

D'autres incidents sont encore survenus en 2021, tels que des slogans antisémites entonnés par des supporters de football (par exemple: «*Sieg Heil. Hamas, Hamas, alle Joden aan het gas*») (10).

En 2018, la radio-télévision francophone RTBF voulait réaliser un reportage sur l'antisémitisme à Bruxelles. À cet effet, elle a recherché, en vain, des hommes qui accepteraient de se promener dans la ville en portant une kippa. Personne n'avait envie de circuler avec la calotte traditionnelle juive sur la tête, ou ne se sentait pas suffisamment en sécurité pour le faire (11).

Pendant la période de pandémie, l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace (OCAM) n'a pas constaté d'évolution dans le nombre de menaces à l'encontre des intérêts juifs et israéliens de Belgique. D'après l'OCAM, la sécurité des communautés juives n'a pas été spécialement affectée par cette pandémie et la tendance de ces trois dernières années reste stable. Vingt-trois incidents ont été rapportés à l'OCAM, lesquels concernaient en majorité:

- des agissements suspects aux alentours des ambassades et consulats d'Israël, mais n'ayant pas été suivis d'effets;
- des lettres de menaces envoyées au musée juif, au forum des organisations juives ou à Radio Judaïca par exemple, mais s'apparentant à des courriers haineux et antisémites et bien souvent rédigés par des personnes instables psychologiquement;

(6) <https://www.vrt.be/vrtnews/nl/2022/08/16/artiesten-frontnacht/>.

(7) <https://www.bruzz.be/justitie/antisemitische-graffiti-opgedoken-ukkel-2022-05-03>.

(8) <https://www.bruzz.be/samenleving/antisemitische-tags-bij-joods-evenement-oudergem-2019-04-17>.

(9) <https://www.bruzz.be/justitie/onderzoek-naar-antisemitische-boodschappen-ukkels-straatbeeld-2021-12-28>.

(10) <https://www.demorgen.be/nieuws/video-opgedoken-van-beerschot-supporters-die-anti-joodse-slogans-zingen-sieg-heil-en-hamas-alle-joden-aan-het-gas-bb9a2390/>.

(11) <https://www.bruzz.be/samenleving/een-keppel-dragen-brussel-bonne-chance-2018-05-25>.

en neonazistische sympathieën die in hun songteksten en songtitels antisemitische retoriek uitten (6).

Begin datzelfde jaar hadden in Ukkel onbekenden antisemitische graffiti gespoten. Op een muurtje voor een woning in de Olmpjeslaan was het woord «*Juif*» (Jood) geleverd en de namen van de bewoners werden bedekt met verf (7). Dit gebeurde meerdere keren, antisemitische tags zijn jammer genoeg niet ongebruikelijk meer (8) (9).

Verder waren er in 2021 nog aanleidingen zoals antisemitische voetballeuzen (anti-Joodse slogans als «*Sieg Heil. Hamas, Hamas, alle Joden aan het gas*») (10).

In 2018 wou de Franstalige omroep RTBF een reportage maken over antisemitisme in Brussel, en zocht daarvoor joodse mannen die met een keppel wilden rondlopen in de stad. Een onmogelijke zoektocht, zo bleek. Niemand voelde zich geroepen of veilig genoeg om met het traditionele joodse hoofddeksel rond te lopen (11).

Het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse (OCAD) heeft tijdens de pandemie geen evolutie vastgesteld in het aantal dreigingen ten aanzien van de Joodse en Israëlische belangen in België. De pandemie heeft geen bijzondere impact gehad op de veiligheid van de Joodse gemeenschappen en de tendens blijft de jongste drie jaar stabiel, volgens hen. Er werden bij het OCAD een 23-tal incidenten gemeld en daarbij gaat het in de meeste gevallen om:

- verdachte handelingen in de omgeving van de Israëlische ambassades en consulaten, maar waaraan geen gevolg werd gegeven;
- dreigbrieven die bijvoorbeeld verstuurd werden naar het Joods museum, het Forum der Joodse Organisaties of naar Radio Judaïca, maar die vergelijkbaar zijn met haat- en antisemitische brieven en vaak geschreven zijn door mentaal instabiele personen;

(6) <https://www.vrt.be/vrtnews/nl/2022/08/16/artiesten-frontnacht/>.

(7) <https://www.bruzz.be/justitie/antisemitische-graffiti-opgedoken-ukkel-2022-05-03>.

(8) <https://www.bruzz.be/samenleving/antisemitische-tags-bij-joods-evenement-oudergem-2019-04-17>.

(9) <https://www.bruzz.be/justitie/onderzoek-naar-antisemitische-boodschappen-ukkels-straatbeeld-2021-12-28>.

(10) <https://www.demorgen.be/nieuws/video-opgedoken-van-beerschot-supporters-die-anti-joodse-slogans-zingen-sieg-heil-en-hamas-alle-joden-aan-het-gas-bb9a2390/>.

(11) <https://www.bruzz.be/samenleving/een-keppel-dragen-brussel-bonne-chance-2018-05-25>.

- une menace téléphonique à l'encontre d'une école juive ou une autre menace verbale à l'encontre d'une synagogue (émise par un détenu en colère);
- des discours de haine publiés sur des réseaux sociaux d'associations, relevant également plus du propos haineux ou antisémite que d'une réelle menace suivie d'un passage à l'acte.

De nombreux actes racistes et xénophobes ciblant la communauté juive sont nourris par des thèses complotistes, relayées par les réseaux sociaux ou autres infox. L'antisémitisme est très présent sur les médias sociaux mais il ne se traduit pas, du moins ces dernières années, par des menaces concrètes en Belgique. Il faut néanmoins rester vigilant.

En 2022, à l'approche des fêtes de la Pâque juive et à la suite de la vague d'attentats qu'a connue Israël, l'OCAM a mis à jour son analyse de la menace à l'encontre des intérêts juifs et israéliens de Belgique, qui restent évalués à leur niveau le plus grave.

Sur la base de cette analyse, le Centre de crise national (NCCN) détermine les mesures à prendre, qui seront exécutées par la police locale. Des mesures appropriées sont prises lors de chaque événement émanant de la communauté juive (12).

II. L'ANTISÉMITISME MODERNE

A. Définition

Il convient de préciser qu'il y a en droit belge une définition légale de faits relevant de l'antisémitisme. Est en effet sanctionné: 1° l'interdiction de l'incitation à la haine, la violence et la discrimination en raison de l'ascendance (juive); 2° le mobile abject lors de «crimes de haine» (différentes infractions du Code pénal comprennent une aggravation de la peine si l'acte est commis en raison de la haine, du mépris ou de l'hostilité à l'égard de la victime en raison de son ascendance (juive); et 3° l'interdiction de la négation, la minimisation grossière, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime nazi (loi du 23 mars 1995).

Cependant, dans le but d'assurer leur mission de rapportage, il est important que différentes instances publiques utilisent les mêmes directives internes en matière de surveillance de l'antisémitisme et de collecte de données dans ce domaine. Cela permet de

(12) Sénat, question écrite, n° 7-1558 du 30 mars 2022.

- een dreigetelefoon naar een joodse school of een andere verbale dreiging ten aanzien van een synagoge (door een kwade gedetineerde);
- haatspraak gepubliceerd op de sociale netwerken van verenigingen, waarbij het ook veeleer om haat- of antisemitische boodschappen gaat dan om een reële dreiging gevolgd door daden.

Veel racistische en xenofobe daden die op de Joodse gemeenschap zijn gericht, worden gevoed door complottheorieën, gedeeld op sociale netwerken, of ander «fake news». Antisemitisme is sterk aanwezig op sociale media, maar vertaalt zich in België, althans de jongste jaren, niet in concrete dreigingen, al moeten we waakzaam blijven.

Naar aanleiding van het joodse Paasfeest en de golf van aanslagen waarmee Israël te maken krijgt, heeft het OCAD onlangs zijn dreigingsanalyse in verband met de Joodse en Israëlische belangen in België, die nog steeds op hun ernstigste niveau worden geëvalueerd, bijgewerkt.

Op basis van deze analyse bepaalt het NCCN (Nationaal Crisiscentrum) de te nemen maatregelen, uit te voeren door de lokale politie. Voor elk evenement uitgaande van de Joodse gemeenschap worden gepaste maatregelen genomen (12).

II. MODERN ANTISEMITISME

A. Definitie

Het Belgisch recht geeft een juridische definitie van de feiten die vallen onder het concept antisemitisme. Deze definitie omvat: 1° het verbod op het aanzetten tot haat, geweld en discriminatie op grond van (Joodse) afkomst; 2° het verwerpelijk motief bij «haatmisdrijven»: bij verschillende misdrijven in het Wetboek van strafrecht wordt een verhoging van de straf toegepast als het misdrijf wordt ingegeven door haat, minachting of vijandigheid jegens het slachtoffer vanwege zijn of haar (Joodse) afkomst; en 3° het verbod op ontkenning, schromelijke minimalisering, rechtvaardiging of goedkeuring van de genocide door het naziregime (wet van 23 maart 1995).

Om hun rapporteringstaak te verzekeren, is het echter belangrijk dat verschillende overheidsinstanties dezelfde interne richtsnoeren hanteren inzake monitoring en dataverzameling van antisemitisme. Zo wordt het probleem beter in kaart gebracht en zal de bestrijding effectiever

(12) Senaat, schriftelijke vraag nr. 7-1558 van 30 maart 2022.

mieux cerner le problème et de lutter plus efficacement contre le phénomène. Pour accomplir cette mission de rapportage, la définition de travail («non-binding definition») de l'IHRA peut aussi être utilisée comme guide complémentaire à la définition légale belge, tout en rappelant que cette définition de travail ne peut pas porter atteinte au cadre légal de la liberté d'expression tel que défini dans la Constitution et la jurisprudence de la Cour constitutionnelle ainsi que dans la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Cette définition de l'International Holocaust Remembrance Alliance (IHRA) prévoit que: «L'antisémitisme est une certaine perception des Juifs qui peut se manifester par une haine à leur égard. Les manifestations rhétoriques et physiques de l'antisémitisme visent des individus juifs ou non et/ou leurs biens, des institutions communautaires et des lieux de culte (13).»

Cette définition opérationnelle a été formulée par l'IHRA en 2016. Cette organisation intergouvernementale compte des représentants de trente-et-un pays, dont le nôtre.

L'Allemagne et le Royaume-Uni ont eux aussi adopté cette définition opérationnelle. La version anglaise s'énonce comme suit: «*Antisemitism is a certain perception of Jews, which may be expressed as hatred toward Jews. Rhetorical and physical manifestations of antisemitism are directed toward Jewish or non-Jewish individuals and/or their property, toward Jewish community institutions and religious facilities.*»

B. L'extrême droite

Jusqu'à ce jour, les Juifs demeurent une cible privilégiée de l'extrême droite et des mouvements suprémacistes blancs. L'antisémitisme est en fait la composante la plus durable de la vision du monde suprémaciste blanche.

Aux yeux d'un suprémaciste blanc, une attaque mortelle comme celle qui a été perpétrée contre la Synagogue *Tree of Life* à Pittsburgh en octobre 2018 sert un double objectif: elle vise à tuer des Juifs et est un appel à la violence armée pour la guerre raciale qui, dans la vision déformée de la société telle que défendue par les suprémacistes blancs et basée sur le darwinisme social, est considérée comme inévitable.

(13) <https://www.holocaustremembrance.com/fr/resources/working-definitions-charters/la-definition-operationnelle-de-lantisemitisme-utilisee-par>

kunnen plaatsvinden. Bij die rapporteringstaak kan de werkdefinitie van de IHRA ook als aanvullende leidraad worden gebruikt. Die werkdefinitie mag evenwel geen afbreuk doen aan het wettelijk kader van de vrije meningsuiting, zoals dat bepaald is in de Grondwet en de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof alsook in het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden.

Die definitie van de *International Holocaust Remembrance Alliance* (IHRA) luidt: «Antisemitisme is een bepaalde perceptie van Joden die tot uiting kan komen als een gevoel van haat jegens Joden. Retorische en fysieke uitingen van antisemitisme zijn gericht tegen Joodse of niet-Joodse personen en/of hun eigendom en tegen instellingen en religieuze voorzieningen van de Joodse gemeenschap (13).»

Deze werkdefinitie werd door hen opgesteld in 2016. De IHRA is een intergouvernementele organisatie met vertegenwoordigers uit eenendertig landen, waaronder ons land.

Duitsland en het Verenigd Koninkrijk hebben deze werkdefinitie geïmplementeerd: In het Engels luidt ze als volgt: «*Antisemitism is a certain perception of Jews, which may be expressed as hatred toward Jews. Rhetorical and physical manifestations of antisemitism are directed toward Jewish or non-Jewish individuals and/or their property, toward Jewish community institutions and religious facilities.*»

B. Extreemrechts

Tot op vandaag blijven Joden een primair doelwit van de extreemrechtse en «*white supremacy*» bewegingen. In feite is antisemitisme de meest duurzame component van het witte suprémacistische wereldbeeld.

In de ogen van een witte suprémacist dient een dodelijke aanval zoals die op de *Tree of Life* Synagoge in Pittsburgh in oktober 2018 een tweeledig doel: het is bedoeld om Joden te doden en dient als een oproep tot wapengeweld voor de onvermijdelijke rassenoerlog die in hun vervormde sociaal-darwinistische maatschappijbeeld als onvermijdelijk wordt gezien.

(13) <https://www.holocaustremembrance.com/nl/resources/working-definitions-charters/de-werkdefinitie-van-antisemitisme-van-de-ihra>

À mesure que les crises humanitaires se multiplient, avec tous les glissements de populations qui en découlent de par le monde, la peur de devenir minoritaire et d'être gouverné par des non-Blancs a favorisé l'essor des mouvements suprémacistes et nationalistes blancs dans le monde entier (14).

Ce sentiment est ouvertement lié à toutes sortes de théories complotistes, allant du «plan Kalergie» (le grand remplacement) à l'étrange théorie des *Jewish Space Lasers* de Marjorie Taylor Greene, adepte du mouvement américain QAnon.

Comme il n'est pas de bon ton aujourd'hui (et qu'il est, souvent aussi, punissable) de se déclarer ouvertement antisémite, ces groupes recourent à du langage codé.

On déguise donc cette lutte en un combat contre les «mondialistes» ou l'«élite», ou bien l'on s'en prend directement à des individus. George Soros en est l'exemple le plus notable (15). Il est libéral, infatigable défenseur de la démocratie, des droits de l'homme et des frontières ouvertes, vingt-neuvième fortune au monde, et juif de surcroît (16) (17).

Bon nombre de ces théories complotistes sont dès lors structurées en plusieurs couches, comme un oignon. Plus on épluche cet «oignon», plus on se rapproche d'un «cœur» ou «noyau» largement teinté d'antisémitisme, les Juifs étant dépeints comme ceux qui tirent les ficelles.

C. La covid et la guerre en Ukraine

L'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA) souligne que, durant la pandémie, le discours antisémite a repris de la vigueur. Il est en l'occurrence question d'une banalisation ou négation de l'Holocauste, de nouveaux mythes antisémites ou de théories du complot qui rendent les Juifs responsables de la crise du coronavirus. À la suite des confinements, le nombre d'incidents physiques a certes diminué, mais on a assisté à un fort regain de l'antisémitisme en ligne.

L'Agence des droits fondamentaux de l'UE insiste par ailleurs sur le fait que l'invasion russe en Ukraine et la rhétorique du Kremlin ont également une incidence sur

(14) <https://www.ajc.org/news/understanding-the-origins-of-antisemitism>.

(15) <https://www.theguardian.com/us-news/2018/oct/24/george-soros-antisemitism-bomb-attacks>.

(16) <https://www.theguardian.com/business/2018/may/29/enemy-of-nationalists-george-soros-and-his-liberal-campaigns>.

(17) <https://www.reuters.com/article/uk-factcheck-false-george-soros-claims-idUSKBN23P2XJ>.

Naarmate de humanitaire crisissen toenemen en bevolkingsgroepen over de hele wereld verschuiven, heeft de angst om in de minderheid te zijn en geregeerd te worden door niet-witten de opkomst van witte supremacistische en witte nationalistische bewegingen over de hele wereld voortgebracht (14).

Dit sentiment zit onverholven vastgeklonken aan allerhande complottheorieën, gaande van het zogenaamde *Kalergieplan* (omvolking) tot de bizarre «*Jewish Space Lasers*»-theorie van Amerikaans Qanon aanhangster Marjorie Taylor Greene.

Omdat het op dit ogenblik *not done* is om zich openlijk antisemitisch te uiten (en het vaak ook strafbaar is), bedienen dergelijke groepen zich van zogenaamde «hondenfluitjes».

Deze strijd wordt dus verpakt als een strijd tegen «globalisten», de «elite» of men valt individuele personen aan. George Soros is hier het prominentste voorbeeld van (15). Hij is liberaal, een gulle promotor van democratie, mensenrechten en open grenzen, de negenentwintigste rijkste man ter wereld, en bovenal, Joods (16) (17).

Veel van deze complottheorieën zijn dan ook gestructureerd als een ajuin. Hoe meer je de laagjes wegpelt, hoe sneller je vroeg of laat terechtkomt in een «kern» met fel antisemitisch gedachtegoed, waarbij joden de touwtjes in handen hebben.

C. Covid en de oorlog in Oekraïne

Het Bureau van de Europese Unie voor de grondrechten (FRA) onderstreept dat tijdens de pandemie het antisemitische discours nieuw leven is ingeblazen. Het gaat daarbij om vormen van bagatellisering of ontkenning van de Holocaust, nieuwe antisemitische mythen en complottheorieën die Joden de schuld geven van de coronacrisis. Door de lockdowns is het aantal fysieke incidenten wel afgenomen, maar online was er een sterke toename van het antisemitisme.

Het EU-Grondrechtenbureau benadrukt verder dat ook de Russische invasie in Oekraïne en de Kremlinretoriek een invloed hebben op het aantal antisemitische

(14) <https://www.ajc.org/news/understanding-the-origins-of-antisemitism>.

(15) <https://www.theguardian.com/us-news/2018/oct/24/george-soros-antisemitism-bomb-attacks>.

(16) <https://www.theguardian.com/business/2018/may/29/enemy-of-nationalists-george-soros-and-his-liberal-campaigns>.

(17) <https://www.reuters.com/article/uk-factcheck-false-george-soros-claims-idUSKBN23P2XJ>.

le nombre d'incidents antisémites. Certains ont insinué que les dirigeants ukrainiens étaient des nazis et que des Ukrainiens avaient perpétré un génocide. Selon la FRA, les termes «nazi» et «génocide» ont également été employés abusivement, ce qui a généré notamment une importante désinformation à propos des Juifs et des reproches propagés sur l'internet (18).

À la fin de l'année dernière, Pinchas Goldschmidt, le grand rabbin de Moscou en exil, a appelé les Juifs de Russie à quitter le pays tant qu'ils le pouvaient encore, avant de servir de bouc émissaire pour les souffrances causées par la guerre en Ukraine (19).

D. La normalisation de la pensée antisémite

Malheureusement, le racisme et l'antisémitisme entachent encore trop souvent le football dans les stades et lors des matchs. Ainsi, fin 2021, une vidéo montrant un groupe de supporters du Beerschot entonner des chants antisémites tels que «*Sieg Heil. Hamas, Hamas, alle Joden aan het gas*» a circulé (20).

En 2018, le parquet d'Anvers avait déjà ouvert une enquête sur des chants et banderoles antisémites au terme du derby entre les équipes du Beerschot-Wilrijk et de l'Antwerp. À l'époque, une banderole montrant une étoile de David barrée d'une croix et des chants hostiles aux Juifs avaient fait grand bruit (21).

En octobre 2021, la police allemande a ouvert une enquête sur des agressions antisémites contre des supporters du club israélien du Maccabi Haïfa qui rencontrait l'Union Berlin dans le cadre de la *Conference League*.

Un policier en civil a observé un homme qui tentait «de mettre le feu à un drapeau de l'État d'Israël avec un briquet», a raconté une porte-parole de la police au journal *Die Welt*. La police berlinoise a encore analysé d'autres incidents: à la fin du match, un supporter aurait fait le salut hitlérien. Ce supporter a été identifié. Ces «incidents antisémites montrent que l'hostilité envers les Juifs est encore très répandue dans le football», a déploré le commissaire du gouvernement à la lutte contre

incidenten. «Er waren insinuaties over het “nazi-leiderschap” in Oekraïne en de vermeende genocide door Oekraïners», klinkt het. Verder werden volgens het FRA ook de termen «nazi» en «genocide» misbruikt, wat geleid heeft tot onder meer heel wat desinformatie over Joden en verwijten die via het internet werden verspreid (18).

Eind vorig jaar riep Pinchas Goldschmidt, de verbannen opperrabbin van Moskou, Joden op Rusland te verlaten nu het nog kan, voordat ze tot zondebok worden gemaakt voor de ellende die de oorlog in Oekraïne veroorzaakt (19).

D. Normaliseren antisemitisch gedachtegoed

De begrippen voetbal, racisme en antisemitisme ontmoeten elkaar jammer genoeg nog te vaak in stadions en tijdens wedstrijden. Zo was er eind 2021 nog een filmpje opgedoken waarbij een groep Beerschot-supporters anti-Joodse slogans zongen als «*Sieg Heil. Hamas, Hamas, alle Joden aan het gas*» (20).

Ook in 2018 startte het parket van Antwerpen al eens een onderzoek naar antisemitische gezangen en spandoeken, na een derby tussen (toen nog) Beerschot-Wilrijk en Antwerp. Een spandoek met een doorkruiste davidster en anti-Joodse gezangen zorgden toen voor ophef (21).

In oktober 2021 stelde de Duitse politie een onderzoek in naar antisemitische aanvallen op supporters van de Israëlische club Maccabi Haifa tijdens de *Conference League*-wedstrijd tegen Union Berlin.

Een agent in burger observeerde een man die probeerde «een vlag van de staat Israël in brand te steken met een aansteker», vertelde een politiewoordvoerder aan de krant *Die Welt*. De Berlijnse politie onderzoekt nog andere incidenten: een fan zou op het einde van de wedstrijd de Hitlergroet hebben gebracht. De supporter werd geïdentificeerd. Dit soort «antisemitische incidenten tonen aan dat er nog steeds een wijdverspreide vijandigheid is tegenover joden in het voetbal», vertelde de re

(18) <https://www.hln.be/binnenland/corona-en-russische-oorlog-hebben-antisemitisme-verder-aangewakkerd-meer-dan-110-incidenten-in-belgie-in-2021-af1b463a/>.

(19) <https://www.vrt.be/vrtnws/nl/2023/01/27/waarom-duiken-joden-90-jaar-na-hitler-nog-steeds-op-in-complotth/>.

(20) <https://www.demorgen.be/nieuws/video-opgedoken-van-beerschot-supporters-die-anti-joodse-slogans-zingen-sieg-heil-en-hamas-alle-joden-aan-het-gas-bb9a2390/>.

(21) <https://www.voetbalkrant.com/nieuws/2022-01-03/meer-racisme-en-antisemitisme-voetbal-vergrootglas-van-maatschappij>.

(18) <https://www.hln.be/binnenland/corona-en-russische-oorlog-hebben-antisemitisme-verder-aangewakkerd-meer-dan-110-incidenten-in-belgie-in-2021-af1b463a/>.

(19) <https://www.vrt.be/vrtnws/nl/2023/01/27/waarom-duiken-joden-90-jaar-na-hitler-nog-steeds-op-in-complotth/>.

(20) <https://www.demorgen.be/nieuws/video-opgedoken-van-beerschot-supporters-die-anti-joodse-slogans-zingen-sieg-heil-en-hamas-alle-joden-aan-het-gas-bb9a2390/>.

(21) <https://www.voetbalkrant.com/nieuws/2022-01-03/meer-racisme-en-antisemitisme-voetbal-vergrootglas-van-maatschappij>.

l'antisémitisme, Felix Klein, auprès des journaux du groupe Funke (22).

Selon l'AIVD, le service général néerlandais de renseignement et de sécurité, les groupements d'extrême droite connus ne sont pas les seuls à déployer une activité intense en ligne et hors ligne. Les groupes d'extrême droite qui subsistent sont relativement petits. Il est évident que le nombre de personnes qu'ils touchent est bien plus important. Les extrémistes de droite hostiles à l'islam et ceux qui relèvent de la mouvance *alt-right* entretiennent en outre des contacts internationaux.

Le mouvement mondial qui a émergé en ligne est extrêmement préoccupant. Pour harmoniser leurs objectifs avec ceux des extrémistes de droite d'autres pays, ces groupes ont besoin d'objectifs communs afin de pouvoir constituer un front. C'est pourquoi ils propagent en ligne non seulement des idées racistes, mais aussi de la propagande antisémite et national-socialiste qui touchent principalement des gamers et des jeunes actifs en ligne.

Les extrémistes de droite se servent des médias sociaux comme *Facebook* et *Vkontakte* pour rencontrer des personnes du même bord. La dynamique des médias sociaux fait en sorte que les utilisateurs confirment et renforcent constamment leurs opinions respectives. Pour se fixer des rendez-vous, il leur suffit d'employer une application de groupe dans des applications de dialogue en ligne comme *WhatsApp* et *Telegram* (23).

Une nouvelle étude révèle qu'un quart des Néerlandais de la génération Y ou «*Millennials*» et de la génération Z pensent que l'Holocauste est un mythe ou est exagéré. La *Conference on Jewish Material Claims Against Germany (Claims Conference)* a publié, le 25 janvier 2023, une étude intitulée *Netherlands Holocaust Knowledge and Awareness Survey*, dont les résultats sont ventilés entre les répondants de la génération Y ou «*Millennials*» et ceux de la génération Z et qui met en évidence l'absence inquiétante de conscience de faits historiques capitaux relatifs à l'Holocauste et des liens existant entre les Pays-Bas et l'histoire de l'Holocauste.

Le nombre de Néerlandais adultes qui pensent que l'Holocauste est un mythe était plus élevé que dans tout autre pays précédemment étudié; 12 % de tous les répondants pensent que l'Holocauste est un mythe ou que le nombre de Juifs assassinés est fortement exagéré et 9 % disent ne pas le savoir avec certitude. Ces chiffres sont plus

geringscommissaris voor bestrijding van antisemitisme, Felix Klein, aan de kranten van de Funke Groep (22).

Volgens de Nederlandse Algemene Inlichtingen- en Veiligheidsdienst (AIVD) is er veel on- en offlineactiviteit buiten de bekende rechts-extremistische groeperingen om. De rechts-extremistische groepen die er nog wel zijn, zijn relatief klein. Het aantal personen dat bereikt wordt, is uiteraard wel groter. Zowel de anti-islam als de alt-rechtsgeoriënteerde rechts-extremisten hebben daarbij internationale contacten.

De wereldwijde beweging die online is ontstaan, is uiterst zorgelijk. Om hun doelstellingen te stroomlijnen met rechtsextremisten van andere landen hebben zij gezamenlijke doelstellingen nodig om een front te vormen. Online is hierdoor naast rassenhaat, ook sprake van antisemitisme en het nationaalsocialisme waarmee vooral gamers en jongeren die online actief zijn in aanraking komen.

Rechts-extremisten gebruiken sociale media als *Facebook* en *Vkontakte* om gelijkgestemden te vinden. De dynamiek van sociale media zorgt ervoor dat gebruikers elkaars opvattingen steeds bevestigen en versterken. Om afspraken te maken is een groeps-app in *chat-apps* zoals *WhatsApp* en *Telegram* genoeg (23).

Een nieuwe studie onthult dan ook dat bijna een kwart van de Nederlandse *millennials* en *GenZ* gelooft dat de Holocaust een mythe was of overdreven. De «*Conference on Jewish Material Claims Against Germany (Claims Conference)*» publiceerde op 25 januari 2023 de «*Netherlands Holocaust Knowledge and Awareness Survey*», met hierin een uitsplitsing van *Millennial* en *GenZ* respondenten, die een verontrustend gebrek aan bewustzijn van belangrijke historische feiten over de Holocaust en de eigen band van Nederland met de Holocaust geschiedenis blootlegt.

Het aantal Nederlandse volwassenen dat gelooft dat de Holocaust een mythe is, was hoger dan in enig ander eerder onderzocht land; 12 % van alle respondenten gelooft dat de Holocaust een mythe is of dat het aantal vermoorde Joden sterk overdreven is, terwijl 9 % het niet zeker weet. Deze aantallen zijn hoger onder Nederlandse

(22) https://www.nieuwsblad.be/cnt/dmf20211001_96383055. <https://www.leparisien.fr/sports/football/ligue-europa-conference-ouverture-denquetes-apres-des-incidents-antisemites-lors-du-match-union-berlin-maccabi-haifa-01-10-2021-M66YJPTMSFGBPBGUAUYKPH4HNA.php>.

(23) <https://www.aivd.nl/onderwerpen/extremisme/rechts-extremisme>.

(22) https://www.nieuwsblad.be/cnt/dmf20211001_96383055. <https://www.leparisien.fr/sports/football/ligue-europa-conference-ouverture-denquetes-apres-des-incidents-antisemites-lors-du-match-union-berlin-maccabi-haifa-01-10-2021-M66YJPTMSFGBPBGUAUYKPH4HNA.php>.

(23) <https://www.aivd.nl/onderwerpen/extremisme/rechts-extremisme>.

élevés chez les Néerlandais des générations Y et Z où près d'un quart (23 %) sont persuadés que l'Holocauste est un mythe ou que le nombre de Juifs assassinés est fortement exagéré et 12 % ne le savent pas précisément.

Plus de la moitié de tous les répondants (54 % de l'ensemble des répondants et 59 % des répondants issus des générations Y et Z) ignorent que six millions de Juifs ont été exterminés et 29 % pensent que deux millions de Juifs ou même moins ont perdu la vie pendant l'Holocauste. Cette dernière proportion passe à 37 % chez les Néerlandais des générations Y et Z, ce qui est vraiment alarmant.

Enfin, 22 % des Néerlandais des générations Y et Z jugent acceptable qu'une personne prenne des positions néonazies et 13 % répondent ne pas savoir ; 12 % de l'ensemble des répondants néerlandais jugent cela acceptable et 11 % ne savent pas (24).

Ces résultats montrent que la mémoire s'estompe peu à peu.

Aux Pays-Bas, la Maison d'Anne Frank a été visée dernièrement par des activistes d'extrême droite. La phrase «Anne Frank inventeuse du stylo à bille» a été projetée au laser, le lundi 6 février 2023 à 21 heures 15, sur la partie moderne de la Maison d'Anne Frank. La projection a duré de deux à trois minutes et provenait d'une fourgonnette stationnée de l'autre côté du canal. Les agents de sécurité l'ont directement remarqué et ont empêché la projection. La vidéo est visible sur un canal de *Telegram* intitulé *The Laser Nazi Bunker*. Cette projection suggère qu'Anne Frank n'aurait pas rédigé elle-même son journal.

Sur la vidéo diffusée sur le canal de *Telegram* et que le journal néerlandais *Het Parool* a pu se procurer, on peut voir que les auteurs ont passé une journée bien remplie à Amsterdam. Les images sont accompagnées d'un chant antisémite (25).

III. RAPPORTS ET CHIFFRES

A. Absence de signalement systématique

Les preuves que la FRA recueille montrent de manière évidente que les incidents liés à des crimes de haine, y compris ceux présentant un caractère antisémite, sont insuffisamment signalés. Cela s'accompagne d'une

(24) <https://fjo.be/2023/01/26/nieuwe-studie-onthult-dat-bijna-een-kwart-van-de-nederlandse-millennials-en-genz-gelooft-dat-de-holocaust-een-mythe-was-of-overdreven-claims-conference/>.

(25) <https://www.parool.nl/amsterdam/extreemrechtse-tekst-op-anne-frank-huis-geprojecteerd-beveiligers-grepen-direct-in-b7623922/>.

Millennials en *GenZ*, waar bijna een kwart (23 %) gelooft dat de Holocaust een mythe is of dat het aantal vermoorde Joden sterk overdreven is, terwijl 12 % het niet zeker weet.

Meer dan de helft van alle respondenten (54 % van alle respondenten en 59 % van de *Millennials* en *GenZ*) weet niet dat er zes miljoen Joden zijn vermoord, en 29 % gelooft dat er twee miljoen of minder Joden zijn vermoord tijdens de Holocaust. Alarmerend genoeg is dit aantal gestegen tot 37 % van de *Millennials* en *GenZ* die geloven dat twee miljoen of minder Joden werden vermoord tijdens de Holocaust.

Ten slotte vindt 22 % van de Nederlandse *Millennials* en *GenZ* het aanvaardbaar dat iemand neonazistische standpunten steunt en 13 % weet het niet zeker; 12 % van alle Nederlandse respondenten vindt het aanvaardbaar en 11 % weet het niet zeker (24).

Deze cijfers tonen aan dat de herinnering stilletjes aan het verwateren is.

In Nederland werd onlangs het Anne Frank-huis gevisiteerd door extreemrechtse activisten. «Anne Frank uitvinder van de ballpen», werd er op maandag 6 februari 2023 om 21.15 uur op het moderne deel van het Anne Frank Huis geprojecteerd met een laser. De projectie duurde twee tot drie minuten en werd vanaf de overkant van de gracht gedaan bij een busje. Het werd direct door beveiligers opgemerkt en vervolgens verstoord. De video is te zien in een Telegramkanaal genaamd «*The Laser Nazi Bunker*». Met de projectie wordt gesuggereerd dat Anne Frank haar dagboek niet zelf geschreven heeft.

Op het filmpje dat op het Telegramkanaal getoond werd en in handen is van *Het Parool*, is te zien dat de makers er een heel dagje Amsterdam van hebben gemaakt. Onder het filmpje is een antisemitisch lied te horen (25).

III. RAPPORTEN EN CIJFERS

A. Missende systematiek bij meldingen

Het bewijs dat FRA verzamelt toont consequent aan dat incidenten van haatmisdrijven, waaronder die van antisemitische aard, onvoldoende worden gemeld. Dit gaat gepaard met een grote aarzeling onder slachtoffers

(24) <https://fjo.be/2023/01/26/nieuwe-studie-onthult-dat-bijna-een-kwart-van-de-nederlandse-millennials-en-genz-gelooft-dat-de-holocaust-een-mythe-was-of-overdreven-claims-conference/>.

(25) <https://www.parool.nl/amsterdam/extreemrechtse-tekst-op-anne-frank-huis-geprojecteerd-beveiligers-grepen-direct-in-b7623922/>.

forte réticence des victimes à signaler les incidents auprès des autorités ou d'autres instances. Les incidents non signalés ne sont pas pris en compte par les autorités ou d'autres instances.

Lorsqu'ils ne sont pas signalés, les incidents ne font l'objet d'aucune enquête ni de poursuites, ce qui peut amener les auteurs à penser qu'ils sont libres de commettre pareils actes en toute impunité. Si les victimes ne signalent pas les incidents, elles risquent de ne pas être informées de l'aide dont elles peuvent bénéficier en vertu de la directive sur les droits des victimes (directive 2012/29/UE). Les insuffisances de l'enregistrement, combinées à de faibles pourcentages de signalement, sont à l'origine d'une forte sous-estimation de l'ampleur du phénomène de l'antisémitisme au sein de l'UE et à une méconnaissance de sa nature et de ses caractéristiques.

Cette situation restreint à son tour la capacité des décideurs politiques et d'autres parties prenantes concernées à prendre des mesures aux niveaux local, national et international et à les mettre en œuvre. Une autre conséquence est qu'il est difficile d'apprécier l'efficacité de la politique actuelle.

Peu d'États membres de l'UE enregistrent les incidents antisémites d'une manière qui permette la publication de données officielles adéquates, et ce en dépit de l'incidence négative grave de l'antisémitisme sur la population juive au sein de l'UE et sur la société en général.

En termes de collecte de données, la situation est telle qu'il est généralement impossible de comparer les données enregistrées par les différents pays, souvent parce que ceux-ci utilisent des méthodes différentes et ne recourent pas aux mêmes sources.

Bien que les systèmes officiels de collecte de données soient généralement fondés sur des dossiers de police ou des données pénales, et parfois sur des données collectées par des organismes nationaux, les incidents inspirés par l'antisémitisme ne sont pas toujours catégorisés en tant que tels par les autorités.

Dans certains cas, la collecte de statistiques est effectuée en fonction de catégories générales qui ne permettent pas de procéder à une ventilation des données ni, par conséquent, d'analyser les incidents antisémites de manière spécifique (26).

(26) <http://fra.europa.eu/fr/publication/2022/antisemitism-overview-2011-2021>.

om incidenten te melden bij de autoriteiten of andere instanties. Incidenten die niet worden gemeld, worden niet genoteerd bij de autoriteiten of andere instanties.

Incidenten die niet worden gemeld, worden niet onderzocht of vervolgd, waardoor daders kunnen denken dat zij dergelijke aanvallen ongestraft kunnen uitvoeren. Wanneer slachtoffers incidenten niet melden, lopen zij het risico geen informatie te ontvangen over de bijstand die beschikbaar is krachtens de richtlijn inzake de rechten van slachtoffers (richtlijn 2012/29/EU). Gebrekkige registratie in combinatie met lage meldingspercentages dragen bij tot een grove onderschatting van de omvang, de aard en de kenmerken van antisemitisme in de EU.

Dit beperkt op zijn beurt het vermogen van beleidsmakers en andere relevante belanghebbenden om op lokaal, nationaal en internationaal niveau maatregelen te nemen en deze uit te voeren. Ook zorgt dit ervoor dat men de doeltreffendheid van het huidige beleid maar moeilijk kan beoordelen.

Slechts weinig EU-lidstaten registreren antisemitische incidenten op een wijze die het mogelijk maakt om adequate officiële gegevens te publiceren, ondanks de ernstige negatieve gevolgen van antisemitisme op de Joodse bevolking in de EU en op de samenleving in het algemeen.

De toestand van de gegevensverzameling is dusdanig, dat de gegevens die er zijn over het algemeen niet vergelijkbaar zijn tussen landen, vaak omdat zij worden verzameld met behulp van verschillende methoden en uit verschillende bronnen afkomstig zijn.

Hoewel de officiële systemen voor het verzamelen van gegevens doorgaans gebaseerd zijn op politiedossiers of strafrechtelijke gegevens, en soms op gegevens die nationale organen verzamelen, categoriseren de autoriteiten niet altijd door antisemitisme ingegeven incidenten onder die noemer.

In sommige gevallen worden statistieken verzameld onder brede categorieën die het niet mogelijk maken de gegevens uit te splitsen om zo specifiek antisemitische incidenten te onderzoeken (26).

(26) <https://fra.europa.eu/en/publication/2022/antisemitism-overview-2011-2021>.

B. Mesures au sein des instances de l'UE

Le Conseil européen appelle les États membres de l'UE à établir une stratégie nationale afin de prévenir et de combattre toutes les formes d'antisémitisme. La FRA souligne qu'à l'heure actuelle, à peine quatorze États membres disposent de pareils plans d'action nationaux. Dans huit autres pays, les plans sont en cours d'élaboration (27).

Le Parlement européen aussi s'est exprimé dans ce sens dans une résolution: «Le Parlement européen invite l'Union européenne et ses États membres à redoubler d'efforts pour assurer la mise en place d'un système complet et efficace de collecte systématique de données fiables, pertinentes et comparables en matière de crimes de haine, avec une ventilation selon la motivation (28).»

L'UE a intensifié ses efforts en termes de lutte contre l'antisémitisme et de promotion de la vie juive non seulement en élaborant et en approuvant différentes mesures politiques mais aussi en mettant en place des structures et des collaborations spécifiques avec des organisations juives.

En 2015, la Commission européenne a désigné un coordinateur chargé de la lutte contre l'antisémitisme et de la promotion de la vie juive en vue d'orienter les efforts de l'UE pour combattre l'antisémitisme.

En 2018, à la suite de l'adoption unanime de la déclaration du Conseil sur l'antisémitisme, la Commission européenne a créé un groupe de travail dédié à la lutte contre l'antisémitisme. Celui-ci s'est réuni cinq fois depuis sa création. Lors de sa dernière réunion, en 2021, il a recueilli les contributions des participants en vue de l'élaboration de la stratégie de l'UE relative à la lutte contre l'antisémitisme et à la promotion de la vie juive.

En 2020, le Conseil de l'Union européenne a adopté aussi une déclaration sur l'intégration de la lutte contre l'antisémitisme dans tous les domaines d'action.

Dans cette déclaration, le Conseil souligne que «la lutte contre l'antisémitisme est une question transversale faisant intervenir différents échelons de pouvoir et concernant différentes politiques aux niveaux local, national et européen».

(27) <https://www.hln.be/binnenland/corona-en-russische-oorlog-hebben-antisemitisme-verder-aangewakkerd-meer-dan-110-incidenten-in-belgie-in-2021-af1b463a/>.

(28) https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-8-2017-0243_FR.html.

B. Maatregelen binnen de EU-instanties

De Europese Raad verzoekt EU-lidstaten een nationale strategie op te zetten om alle vormen van antisemitisme te voorkomen en te bestrijden. Het FRA onderstreept dat momenteel amper veertien lidstaten over zulke nationale actieplannen beschikken. Nog eens acht landen zijn momenteel bezig met de ontwikkeling ervan (27).

Ook het Europees Parlement sprak zich in een resolutie in die zin uit: «Het Europees Parlement roept de EU en haar lidstaten op meer te doen om te komen tot een alomvattend en efficiënt systeem voor het stelselmatig verzamelen van betrouwbare, relevante en vergelijkbare gegevens over haatmisdrijven, opgesplitst per motief (28).»

De EU heeft haar inspanningen ter bestrijding van antisemitisme en ter bevordering van het joodse leven opgevoerd door verschillende beleidsmaatregelen te ontwikkelen en aan te nemen, en specifieke structuren en samenwerkingen met joodse organisaties op te zetten.

De Europese Commissie heeft in 2015 een coördinator voor de bestrijding van antisemitisme en de bevordering van het joodse leven aangesteld om richting te geven aan de inspanningen van de EU om het antisemitisme aan te pakken.

Na de unanieme aanneming van de verklaring van de Raad over antisemitisme heeft de Europese Commissie in 2018 een werkgroep voor de bestrijding van antisemitisme opgericht. De werkgroep is sinds haar oprichting vijf keer bijeengekomen. Tijdens de laatste vergadering, in 2021, heeft zij bijdragen van de deelnemers verzameld voor de ontwikkeling van de EU-strategie ter bestrijding van antisemitisme en ter bevordering van het joodse leven.

In 2020 heeft de Raad van de Europese Unie nog een verklaring aangenomen over het integreren van de bestrijding van antisemitisme in alle beleidsterreinen.

In deze verklaring benadrukte de Raad dat «de bestrijding van antisemitisme een transversale aangelegenheid is waarbij verschillende overheidsniveaus en beleidsmaatregelen op lokaal, nationaal en Europees niveau betrokken zijn».

(27) <https://www.hln.be/binnenland/corona-en-russische-oorlog-hebben-antisemitisme-verder-aangewakkerd-meer-dan-110-incidenten-in-belgie-in-2021-af1b463a/>.

(28) https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-8-2017-0243_NL.html.

Le Conseil a également appelé une nouvelle fois les États membres à souscrire à la définition opérationnelle de l'antisémitisme utilisée par l'IHRA.

En 2021, la Commission européenne et l'IHRA ont publié le «*Manuel pour l'utilisation pratique de la définition opérationnelle de l'antisémitisme de l'IHRA*». Le manuel s'appuie sur les données collectées par la FRA. En 2021, la Commission européenne a adopté sa toute première stratégie européenne de lutte contre l'antisémitisme et de soutien à la vie juive (29).

C. Mesures aux Pays-Bas

Aux Pays-Bas, il existe déjà un système de déclaration et d'enregistrement séparés des faits d'antisémitisme auprès de la police. Un rapport est présenté chaque année à ce sujet à la Seconde Chambre. En 2015, la police a ajouté la catégorie «antisémitisme» parmi les options prévues pour faire une déclaration en ligne.

Le programme national de lutte contre la discrimination et le racisme s'inscrit dans le cadre de l'intensification des efforts en vue de lutter de manière plus ciblée contre la discrimination et le racisme aux Pays-Bas.

Le coordinateur national de la lutte contre l'antisémitisme (NCAB) a été désigné le 1^{er} avril 2021 par le ministre de la Justice et de la Sécurité. Le NCAB conseille le ministre et intervient comme conseiller, instigateur et intermédiaire. Le coordinateur national apporte son expertise en matière d'antisémitisme aux autorités et coordonne et soutient la coopération entre les différents ministères et les organisations de la société civile. Ce faisant, il promeut le développement d'infrastructures en vue de lutter contre l'antisémitisme et ce, aussi bien au sein des pouvoirs publics qu'en dehors de ceux-ci.

Par ailleurs, le NCAB exerce une fonction de signaleur à l'égard de la communauté juive et contrôle les mesures mises en œuvre en vue de garantir effectivement la sécurité de celle-ci. De 2019 à 2021, un montant d'1 million d'euros a été mis à disposition chaque année pour lutter contre l'antisémitisme. Le NCAB est chargé de rendre un avis sur de nouveaux projets ou sur la poursuite de projets menés dans le cadre de l'utilisation des fonds dédiés à la lutte contre l'antisémitisme.

Dans l'accord de coalition, on a conféré à la fonction du NCAB un caractère structurel et on lui a alloué un budget structurel d'un demi-million d'euros. En 2022, le NCAB a publié un Plan de travail national, lequel

De Raad herhaalde ook haar oproep aan lidstaten om de IHRA-werkdefinitie van antisemitisme te onderschrijven.

In 2021 publiceerden de Europese Commissie en de IHRA het «*Handboek voor het praktische gebruik van de IHRA-werkdefinitie van antisemitisme*». Het handboek is gebaseerd op materiaal dat het FRA heeft verzameld. In 2021 heeft de Europese Commissie haar allereerste EU-strategie ter bestrijding van antisemitisme en ter bevordering van het joodse leven aangenomen (29).

C. Maatregelen in Nederland

In Nederland is er reeds voorzien in afzonderlijke aangifte en registratie van antisemitisme door de politie. Hierover wordt jaarlijks gerapporteerd aan de Tweede Kamer. In 2015 heeft de politie de categorie «antisemitisme» toegevoegd bij de opties om een online aangifte te doen.

Het Nationaal Programma tegen discriminatie en racisme is onderdeel van de ingezette versterking van de aanpak om discriminatie en racisme in Nederland gericht te bestrijden.

De Nationaal Coördinator Antisemitismebestrijding (NCAB) is op 1 april 2021 aangesteld door de minister van Justitie en Veiligheid. De NCAB adviseert de minister en treedt op als adviseur, aanjager en verbinder. De Nationaal Coördinator brengt expertise op het gebied van antisemitisme binnen de overheid en coördineert en ondersteunt samenwerking tussen verschillende ministeries en maatschappelijke organisaties. Hiermee bevordert de NCAB de infrastructuur voor de aanpak van antisemitisme zowel binnen de overheid als daarbuiten.

Daarnaast heeft de NCAB een signaleringsfunctie voor de Joodse gemeenschap en bewaakt hij welke maatregelen de beveiliging van Joodse gemeenschappen effectief waarborgen. Van 2019 tot 2021 is elk jaar 1 miljoen euro beschikbaar gesteld voor antisemitismebestrijding. De NCAB heeft als opdracht advies te geven over nieuwe projecten of het vervolg van projecten die in het kader van de besteding van de antisemitismegelden zijn uitgevoerd.

In het coalitieakkoord is de positie van de NCAB structureel gemaakt en is een half miljoen euro structureel budget toegewezen. In 2022 publiceerde de NCAB een Nationaal Werkplan. In het Nationaal Werkplan zijn

(29) <https://fra.europa.eu/en/publication/2022/antisemitism-overview-2011-2021>.

(29) <https://fra.europa.eu/en/publication/2022/antisemitism-overview-2011-2021>.

mentionne de nouvelles actions concrètes afin de lutter contre l'antisémitisme aux Pays-Bas, fondées sur trois piliers: 1) la surveillance et le suivi; 2) l'enseignement et la prévention; 3) la commémoration et la célébration (30).

D. Mesures en Belgique

Dans une résolution de 2018, le Sénat demandait déjà au gouvernement de prendre des mesures supplémentaires pour lutter contre l'antisémitisme, notamment la désignation d'un coordinateur national de la lutte contre l'antisémitisme. Déjà auparavant, le Parlement européen avait appelé chaque État membre à désigner un tel coordinateur. C'est ce qu'ont fait, entre autres, l'Allemagne, la Suède et la Bulgarie.

La Justice est consciente de la nécessité de disposer de chiffres concrets, comme l'a précisé le ministre de la Justice dans une réponse détaillée à une question écrite: «au niveau des autorités policières et judiciaires, nous ne disposons pas de chiffres spécifiques concernant des faits à caractère antisémite de discrimination, de crimes de haine ou de discours haineux. Toutefois, un enregistrement plus précis des crimes de haine et des différentes formes de racisme fait l'objet d'un examen approfondi et ce, en concertation avec les différents acteurs actifs de ce domaine» (31).

Le volet fédéral du plan d'action national contre le racisme, dans lequel sont reconnues les différentes formes de racisme, comme l'antisémitisme, et qui est basé sur l'adoption de mesures inclusives lorsque c'est possible, et de mesures spécifiques par groupe cible lorsque c'est nécessaire.

Le plan d'action national consacre un point spécifique à l'amélioration de l'enregistrement des délits de haine:

«Grâce à l'optimisation des systèmes d'enregistrement de la police et de la justice, un enregistrement du motif de discrimination dans les délits de haine est rendu possible. L'optimisation permettra de générer des statistiques sur les motifs des discours de haine pour différents phénomènes haineux, comme, entre autres, l'antisémitisme ou l'islamophobie.

De cette manière, la demande (émanant de nombreux organes de monitoring nationaux et internationaux) d'avoir des chiffres précis est satisfaite.

(30) <https://www.rijksoverheid.nl/onderwerpen/discriminatie-en-racisme/documenten/rapporten/2022/08/30/nationaal-programma-tegen-discriminatie-en-racisme-2022>.

(31) Sénat, question écrite n° 7-1267 du 21 juin 2021.

concrete, nieuwe acties opgenomen ter bestrijding van antisemitisme in Nederland op basis van drie pijlers: 1) monitoren en opvolgen; 2) onderwijs en preventie; 3) herdenken en vieren (30).

D. Maatregelen in België

Een resolutie van de Senaat vroeg reeds in 2018 dat de regering extra maatregelen moest nemen in de strijd tegen antisemitisme. Daarin vroeg men om onder meer dat de regering een nationale coördinator antisemitismebestrijding zou aanduiden. Eerder had het Europees Parlement al gevraagd dat elke lidstaat zo'n coördinator zou aanduiden. Onder andere Duitsland, Zweden en Bulgarije hebben dat intussen al gedaan.

Justitie is zich bewust van de noodzaak om concrete cijfers te hebben. De minister van Justitie gaf dit aan in een gedetailleerd antwoord op een schriftelijke vraag: «Op het niveau van de politionele en gerechtelijke autoriteiten beschikken wij momenteel niet over specifieke cijfers met betrekking tot feiten van antisemitische discriminatie, haatmisdrijven of haatspraak. Niettemin, wordt een nauwkeuriger registratie van haatmisdrijven en de verschillende vormen van racisme uitvoerig besproken en dit in overleg tussen de verschillende actoren die op dit gebied actief zijn (31).»

Het federale luik van het Nationaal Actieplan tegen racisme, waarin de verschillende vormen van racisme, zoals antisemitisme, worden erkend en dat gebaseerd is op het nemen van inclusieve maatregelen wanneer dat mogelijk is en het nemen van specifieke maatregelen per doelgroep wanneer dat nodig is.

Het nationaal actieplan wijdt een specifiek punt aan de betere registratie van de haatmisdrijven:

«Dankzij een optimalisatie van de registratiesystemen bij politie en justitie wordt een verfijnde registratie van het discriminerend motief bij haatmisdrijven mogelijk gemaakt. De optimalisatie laat toe statistieken te genereren omtrent de motieven van haatspraak voor verschillende haatfenomenen zoals, onder andere, antisemitisme of islamofobie.

Op die manier wordt tegemoet gekomen aan de vraag (van tal van nationale en internationale monitoringsorganen) naar precieze cijfers.

(30) <https://www.rijksoverheid.nl/onderwerpen/discriminatie-en-racisme/documenten/rapporten/2022/08/30/nationaal-programma-tegen-discriminatie-en-racisme-2022>.

(31) Senaat, schriftelijke vraag nr. 7-1267 van 21 juni 2021.

Pour mener à bien cette action, les travaux du sous-groupe sur l'enregistrement des délits de haine seront poursuivis et le flux entre les systèmes d'enregistrements de la police et du parquet sera optimisé le mieux possible.»

La première cellule de veille antisémitisme a été mise en place en 2004 dans le cadre de la préparation d'un plan d'action contre le racisme incluant la lutte contre l'antisémitisme. Dans sa réponse à la question écrite précitée, le ministre de la Justice indique que le service public fédéral (SPF) Justice a réactivé cette cellule:

«La Cellule n'a pas été opérationnelle entre 2014-2018 mais elle a été réactivée en janvier 2019. Cette réactivation permet d'intensifier la coopération entre les représentants de la communauté juive, le gouvernement fédéral et les autres acteurs impliqués dans la lutte contre l'antisémitisme. Depuis 2019, la présidence et le secrétariat sont confiés à la Cellule égalité des chances du SPF Justice. En 2021, deux réunions ont été organisées.

[Le SPF Justice] a également pris part à divers projets réalisés au sein de différentes organisations internationales dont la Belgique est membre, notamment le projet «*Turning Words Into Action*» du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH). Le guide du BIDDH «Comprendre les crimes de haine antisémites et répondre aux besoins des communautés juives en matière de sécurité» porte sur des directives pratiques adaptées au contexte belge et est traduit dans les langues nationales. Lors d'un atelier en avril 2019, la police, les parquets et les communautés juives ont convenu de mettre en pratique ce guide pratique afin de lutter contre les crimes de haine antisémites, y compris dans le domaine de la sécurité des bâtiments juifs, et de voir comment les autorités peuvent soutenir les communautés juives dans ce domaine. Il importe également de signaler la loi du 6 décembre 2022 «visant à rendre la justice plus humaine, plus rapide et plus ferme *Ibis*». Partant du constat que la discrimination peut se manifester de très nombreuses manières, le mobile discriminatoire en tant que possible circonstance aggravante est ainsi prévu pour chaque délit (32).

Au sein de l'UE, la Belgique a adhéré en 2018 à la déclaration du Conseil sur la lutte contre l'antisémitisme et la mise en place d'une approche commune en matière

Om deze actie te verwezenlijken worden de werkzaamheden van de subgroep registratie haatmisdrijven voortgezet en wordt de flux tussen de registratiesystemen van de politie en het parket zo goed mogelijk geoptimaliseerd.»

De eerste waakzaamheidscel antisemitisme werd in 2004 opgericht in het kader van de voorbereiding van een actieplan tegen racisme, waarvan de bestrijding van antisemitisme deel uitmaakt. De federale overheidsdienst (FOD) Justitie heeft deze cel opnieuw geactiveerd zoals blijkt uit het antwoord van de minister van Justitie op de bovenvermelde schriftelijke vraag:

«De cel was niet operationeel tussen 2014 en 2018, maar werd in januari 2019 gereactiveerd. Door die reactivering kan de samenwerking tussen de vertegenwoordigers van de Joodse gemeenschap, de federale regering en de andere actoren die betrokken zijn bij de bestrijding van antisemitisme, worden geïntensiveerd. Sinds 2019 zijn het voorzitterschap en het secretariaat toevertrouwd aan de cel Gelijke Kansen van de FOD Justitie. In 2021 werden twee vergaderingen georganiseerd.

Daarnaast heeft de federale overheidsdienst (FOD) Justitie deelgenomen aan diverse projecten die tot stand zijn gekomen in diverse internationale organisaties waarvan België lid is, onder andere het project «*Turning Words Into Action*» van het *Office for Democratic Institutions and Human Rights* (ODIHR). De handleiding van het ODIHR, «Antisemitische haatmisdrijven begrijpen en de veiligheidsbehoeften van Joodse gemeenschappen aanpakken» betreft praktische richtlijnen, aangepast aan de Belgische context en vertaald in de landstalen. Tijdens een workshop in april 2019 hebben de politie, de parketten en de joodse gemeenschappen samen afspraken gemaakt om die praktische handleiding in de praktijk om te zetten om antisemitische haatmisdrijven te bestrijden, ook voor wat betreft de veiligheid van joodse gebouwen, en hoe de overheid de joodse gemeenschappen hierin kan ondersteunen. Belangrijk om te vermelden is tevens de wet van 6 december 2022 «om justitie menselijker, sneller en straffer te maken *Ibis*». Vanuit de vaststelling dat discriminatie zich op heel veel verschillende manieren kan uiten, wordt de discriminerende drijfveer als mogelijk verzwarende omstandigheid aldus voorzien voor elk misdrijf (32).

Binnen de Europese Unie (EU) heeft België zich in 2018 aangesloten bij de verklaring van de Raad betreffende de bestrijding van antisemitisme en de ontwikkeling van

(32) *Moniteur belge* du 21 décembre 2022.

(32) *Belgisch Staatsblad* van 21 december 2022.

de sécurité afin de mieux protéger les communautés et institutions juives en Europe (33).»

IV. QUE PROPOSONS-NOUS?

L'antisémitisme est un mal tenace qui a eu des conséquences catastrophiques jusque dans l'histoire récente. Bien que dans notre pays, l'antisémitisme affiché soit considéré comme inacceptable depuis la Deuxième Guerre mondiale, des manifestations d'antisémitisme se produisent encore régulièrement. Il convient de rester vigilant à cet égard.

La présente proposition de résolution souligne l'importance de disposer de chiffres concrets et d'inventorier les faits d'antisémitisme, en particulier les infractions à caractère antisémite, et ce afin d'offrir une réponse politique adéquate en la matière. Le gouvernement a annoncé qu'il ferait le nécessaire à cet égard dans le cadre du volet fédéral du plan d'action national. Cette résolution plaide également pour la désignation d'un coordinateur national chargé de la lutte contre l'antisémitisme.

La présente proposition de résolution plaide par ailleurs pour l'utilisation, dans la mission de rapportage, d'une définition opérationnelle interne claire en matière d'antisémitisme.

Il est important d'avoir une vision globale de l'antisémitisme qu'il soit légalement puni ou pas. Une telle définition opérationnelle est importante pour la surveillance et le traitement uniforme des données. Il importe que la sensibilisation aux différentes formes de racismes dont l'antisémitisme soit spécifiquement abordée et qu'elle devienne un élément essentiel de l'apprentissage à la citoyenneté. La conclusion d'un accord de coopération est préconisée à cet effet, de manière à pouvoir disposer d'un paquet univoque pour l'ensemble du pays.

V. CONCLUSION

On ne peut ignorer que l'antisémitisme refait surface. Bien que la Belgique ne dispose pas de chiffres détaillés en la matière, tous les voyants sont au rouge. Pour s'en rendre compte, il suffit de consulter les nombreux témoignages et articles concernant les incidents et délits avec violence survenus l'année passée. Les attentats commis ces dernières années revêtaient parfois un caractère explicitement antisémite en visant expressément des victimes juives. Cette évolution particulièrement inquiétante nécessite une réponse forte des pouvoirs publics

(33) Sénat, question écrite n° 7-1555 du 30 mars 2022.

een gemeenschappelijke beveiligingsaanpak voor een betere bescherming van de Joodse gemeenschappen en instellingen in Europa (33).»

IV. WAT STELLEN WIJ VOOR?

Antisemitisme is een hardnekkig kwaad dat tot in de recente geschiedenis tot catastrofale gevolgen heeft geleid. Hoewel openlijk antisemitisme in ons land sinds het einde van de Tweede Wereldoorlog algemeen als onacceptabel wordt aanzien, blijven antisemitische uitingen regelmatig de kop opsteken. Dit vraagt om permanente waakzaamheid.

Dit voorstel van resolutie wijst op het belang van concrete cijfers en van het in kaart brengen van antisemitisme en in het bijzonder van misdrijven met een antisemitisch karakter en dit om een adequate respons te bieden vanuit het beleid. De regering heeft aangegeven dit te zullen uitwerken in het kader van het federaal nationaal actieplan. Tevens wordt in dit voorstel van resolutie gepleit voor de aanduiding van een nationale coördinator antisemitismebestrijding.

Daarnaast bepleit dit voorstel van resolutie de hantering van een duidelijke interne werkdefinitie inzake antisemitisme voor de rapporteringsopdracht.

Het is belangrijk een globale visie op het antisemitisme te hebben, of het nu door de wet bestraft wordt of niet. Een dergelijke werkdefinitie is belangrijk voor de monitoring en de uniforme gegevensverwerking. Het is belangrijk dat de bewustmaking van de diverse vormen van racisme, waaronder het antisemitisme, specifiek wordt aangepakt en een essentieel bestanddeel wordt van het aanleren van burgerschap. Hiertoe wordt gepleit voor een samenwerkingsakkoord om een éénduidig pakket te hebben voor heel het land.

V. BESLUIT

We kunnen er niet naast kijken dat antisemitisme terug de kop opsteekt. Alhoewel we niet over gedetailleerde cijfers beschikken, staan alle knipperlichten op rood. Men hoeft er maar de vele getuigenissen en artikelen over de incidenten en gewelddelicten van het laatste jaar op na te slaan. De aanslagen van de jongste jaren hadden soms een expliciet antisemitisch karakter en viseerden expliciet Joodse slachtoffers. Deze ontwikkelingen verontrusten ons zeer en dit vraagt een krachtige respons van de overheid maar ook en vooral vanuit

(33) Senaat, schriftelijke vraag nr. 7-1555 van 30 maart 2022.

mais aussi et surtout de la société. La désignation d'un coordinateur de la lutte contre l'antisémitisme serait un signal important à cet égard.

La proposition de résolution présente un caractère transversal, en ce qu'elle porte sur une compétence transversale partagée avec les Communautés et les Régions. Le Centre pour la lutte contre le racisme a en effet été interfédéralisé en 2014. Pour qu'il puisse accomplir sa mission, il a été rendu compétent pour des matières régionales et communautaires. Il est important que le Centre dispose de tous les indicateurs en matière de racisme, notamment pour mener à bien la lutte contre l'antisémitisme qui est l'une de ses missions principales.

*
* *

de samenleving. De aanduiding van een coördinator inzake de bestrijding van antisemitisme is hierin een belangrijk signaal.

Dit voorstel van resolutie heeft een transversaal karakter. Het betreft een transversale aangelegenheid met de Gemeenschappen en de Gewesten. Het Centrum voor racismebestrijding werd immers in 2014 geïnterfederaliseerd. Het werd daarbij bevoegd voor gewest- en gemeenschapsmateries om zijn taak te kunnen volbrengen. Het is belangrijk dat het over alle indicatoren inzake racisme beschikt. De strijd tegen antisemitisme is hierbij een kerntaak.

*
* *

PROPOSITION DE RÉOLUTION

Le Sénat,

A. considérant que l'antisémitisme est une constante dans l'histoire mondiale et qu'il a conduit maintes fois à des situations atroces et dégradantes;

B. considérant que les incidents antisémites restent une réalité en Belgique;

C. considérant que 81 faits d'antisémitisme ont été signalés au centre pour l'égalité des chances UNIA; en 2021, le nombre d'incidents en lien avec l'antisémitisme ou la négation de l'Holocauste s'élevait à 81 au total;

D. considérant que le site internet *antisemitisme.be*, qui recense tous les incidents racistes à l'encontre de Juifs, fait état d'un nombre de 119 incidents en 2021;

E. considérant qu'il ressort d'une enquête effectuée en 2019 et 2020 que 26 % des Belges de 18 à 75 ans seraient modérément antisémites, que 4 % le seraient fortement et qu'un Belge sur quatre a tendance à discriminer et/ou à se comporter de manière antisémite; qu'il ressort également de cette enquête qu'à Bruxelles, une personne sur dix «seulement» est antisémite, mais que les cas de harcèlement à l'école contre des enfants d'origine juive seraient beaucoup plus nombreux;

F. considérant qu'à Bruxelles, une personne sur dix «seulement» serait antisémite tandis que le harcèlement à l'école à l'encontre des enfants d'origine juive y serait nettement plus répandu;

G. considérant que de nombreux actes racistes et xénophobes ciblant la communauté juive sont nourris par des thèses complotistes, relayées par les réseaux sociaux ou par d'autres canaux de diffusion de fausses informations;

H. considérant que la Belgique dispose d'une définition légale et juridiquement contraignante de l'antisémitisme et que l'application de cette définition doit être la priorité;

I. considérant que l'utilisation dans la mission de rapportage d'une définition opérationnelle interne de l'antisémitisme est au cœur du débat contemporain sur l'antisémitisme;

J. considérant qu'à ce jour, les Juifs demeurent une cible privilégiée de l'extrême droite et des mouvements suprémacistes blancs;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

De Senaat,

A. overwegende dat antisemitisme een constante is binnen de wereldgeschiedenis en meerdere malen heeft geleid tot gruwelijke, mensonterende taferelen;

B. overwegende dat in België antisemitische incidenten realiteit blijven;

C. overwegende dat bij het gelijkkansencentrum Unia 81 meldingen van antisemitisme werden gedaan; in 2021 bedroeg het aantal incidenten in verband met antisemitisme of ontkenning van de Holocaust in totaal 81;

D. overwegende dat de website *antisemitisme.be*, die alle racistische incidenten tegenover Joden inventariseert, melding maakt van 119 incidenten in 2021;

E. overwegende dat uit een enquête, uitgevoerd in 2019 en 2020, blijkt dat 26 % van de Belgen tussen 18 en 75 jaar licht antisemitisch is, en dat 4 % uitgesproken antisemitisch is en een op de vier Belgen de neiging heeft om te discrimineren en/of op een antisemitische manier te reageren; tevens blijkt uit deze enquête dat in Brussel «slechts» een op de tien antisemitisch is, maar er op school wel veel meer pesterijen tegen kinderen van Joodse origine zouden gebeuren;

F. overwegende dat in Brussel «slechts» een op de tien antisemitisch is, maar er op school wel veel meer pesterijen tegen kinderen van Joodse origine zouden zijn;

G. overwegende dat veel racistische en xenofobe daden die op de Joodse gemeenschap zijn gericht, gevoed worden door complottheorieën, gedeeld op sociale netwerken, of via andere «*fake news*» kanalen;

H. overwegende dat België een wettelijke en juridisch bindende definitie heeft van antisemitisme en dat de toepassing van die definitie voorrang moet krijgen;

I. overwegende dat de hantering van een interne werkdefinitie van antisemitisme bij de rapporteringsopdracht in het centrum van het hedendaagse debat over antisemitisme staat;

J. overwegende dat tot op vandaag Joden een primair doelwit van de extreemrechtse en «*white supremacy*» bewegingen blijven;

K. considérant que durant la pandémie, le discours antisémite a repris vigueur;

L. considérant que selon l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA), l'invasion russe en Ukraine et la rhétorique du Kremlin ont une incidence sur le nombre d'incidents antisémites;

M. considérant que, malheureusement, le racisme et l'antisémitisme entachent encore trop souvent le football dans les stades et lors des matchs;

N. considérant qu'une nouvelle étude révèle que près d'un quart des Néerlandais de la génération Y ou «*Millennials*» et de la génération Z pensent que l'Holocauste est un mythe ou est exagéré;

O. considérant que les preuves que l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA) rassemble montrent de manière évidente que les incidents liés à des crimes de haine, dont ceux présentant un caractère antisémite, sont insuffisamment signalés;

P. considérant que les insuffisances de l'enregistrement, combinées à de faibles pourcentages de signalement, sont à l'origine d'une forte sous-estimation de l'ampleur du phénomène de l'antisémitisme au sein de l'Union européenne et d'une méconnaissance de sa nature et de ses caractéristiques;

Q. considérant que peu d'États membres de l'UE enregistrent les incidents antisémites d'une manière qui permette la publication de données officielles adéquates, et ce en dépit de l'incidence négative grave de l'antisémitisme sur la population juive au sein de l'UE et sur la société en général;

R. considérant que le Conseil européen appelle les États membres de l'UE à établir une stratégie nationale afin de prévenir et de combattre toutes les formes d'antisémitisme;

S. considérant qu'en 2015, la Commission européenne a désigné un coordinateur chargé de la lutte contre l'antisémitisme et de la promotion de la vie juive en vue d'orienter les efforts de l'UE pour combattre l'antisémitisme;

T. considérant qu'en 2021, la Commission européenne et l'*International Holocaust Remembrance Alliance* (IHRA) ont publié le «*Manuel pour l'utilisation pratique de la définition opérationnelle de l'antisémitisme de l'IHRA*»;

K. overwegende dat tijdens de pandemie het bestaande antisemitische discours nieuw leven is ingeblazen;

L. overwegende dat volgens het Bureau van de Europese Unie voor de grondrechten (FRA) de Russische invasie in Oekraïne en de Kremlinretoriek een invloed hebben op het aantal antisemitische incidenten;

M. overwegende dat de begrippen voetbal, racisme en antisemitisme elkaar jammer genoeg nog te vaak ontmoeten in stadions en tijdens wedstrijden;

N. overwegende dat een nieuwe studie onthult dat bijna een kwart van de Nederlandse *Millennials* en *GenZ* gelooft dat de Holocaust een mythe was of overdreven;

O. overwegende dat het bewijs dat het Bureau van de Europese Unie voor de grondrechten (FRA) verzamelt consequent aantoont dat incidenten van haatmisdrijven, waaronder die van antisemitische aard, onvoldoende worden gemeld;

P. overwegende dat gebrekkige registratie in combinatie met lage meldingspercentages, bijdragen tot een grove onderschatting van de omvang, de aard en de kenmerken van antisemitisme in de Europese Unie;

Q. overwegende dat slechts weinig EU-lidstaten antisemitische incidenten registreren op een wijze die het mogelijk maakt om adequate officiële gegevens te publiceren, ondanks de ernstige negatieve gevolgen van antisemitisme op de Joodse bevolking in de EU en op de samenleving in het algemeen;

R. overwegende dat de Europese Raad EU-lidstaten verzoekt een nationale strategie op te zetten om alle vormen van antisemitisme te voorkomen en te bestrijden;

S. overwegende dat de Europese Commissie in 2015 een coördinator voor de bestrijding van antisemitisme en de bevordering van het joodse leven heeft aangesteld om leiding te geven aan de inspanningen van de EU om het antisemitisme aan te pakken;

T. overwegende dat in 2021 de Europese Commissie en de *International Holocaust Remembrance Alliance* (IHRA) het «*Handboek voor het praktische gebruik van de IHRA-werkdefinitie van antisemitisme*» publiceerden;

U. considérant qu'aux Pays-Bas, il existe déjà un système de déclaration et d'enregistrement séparés des faits d'antisémitisme auprès de la police et que la déclaration peut aussi s'effectuer en ligne;

V. considérant que le Plan d'action national contre le racisme examine comment peut être développé un guichet virtuel unique qui aide les citoyens à identifier l'organisme compétent pour traiter leur plainte. Ce guichet unique dirigerait alors les personnes vers l'institution compétente, renvoi lors duquel, idéalement, en conformité avec la législation de protection de la vie privée, certaines données pourront également être transférées;

W. considérant que le 14 décembre 2018, le Sénat a adopté à l'unanimité la résolution relative à la lutte contre l'antisémitisme (doc. Sénat, n° 6-437/5);

X. considérant que le service public fédéral (SPF) Justice a également pris part à divers projets qui ont vu le jour au sein de différentes organisations internationales dont la Belgique est membre, notamment le projet «*Turning Words Into Action*» du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH);

Y. considérant qu'au sein de l'Union européenne, la Belgique a adhéré en 2018 à la déclaration du Conseil sur la lutte contre l'antisémitisme et la mise en place d'une approche commune en matière de sécurité afin de mieux protéger les communautés et institutions juives en Europe,

Demande à tous les gouvernements compétents en la matière:

1) de prendre toutes les mesures nécessaires pour contribuer activement à la sauvegarde de la sécurité de leurs citoyens juifs et des bâtiments religieux, éducatifs et culturels juifs, et ce en étroite collaboration et en dialogue avec les communautés, associations et organisations non gouvernementales (ONG) juives, ainsi qu'avec les ONG actives dans la lutte contre l'antisémitisme;

2) de désigner un «coordinateur de la lutte contre l'antisémitisme», de mettre à sa disposition tous les instruments nécessaires et de lui apporter le soutien dont il a besoin afin qu'il puisse effectuer son travail le plus efficacement possible;

3) de condamner systématiquement et publiquement les déclarations antisémites et de rétablir une juste vision des choses à cet égard;

U. overwegende dat in Nederland reeds voorzien is in afzonderlijke aangifte en registratie van antisemitisme door de politie en dit ook online mogelijk is;

V. overwegende dat in het Nationaal Actieplan tegen racisme wordt onderzocht hoe een virtueel eenheidsloket kan worden ontwikkeld dat burgers helpt met de identificatie van de instelling die bevoegd is om hun melding te behandelen. Dit eenheidsloket zou dan personen doorverwijzen naar de bevoegde instelling, waarbij idealiter, in overeenstemming met de privacywetgeving, ook bepaalde gegevens kunnen overgemaakt worden;

W. overwegende dat de Senaat op 14 december 2018 unaniem de resolutie betreffende de bestrijding van antisemitisme heeft aangenomen (doc. Senaat, nr. 6-437/5);

X. overwegende dat de federale overheidsdienst Justitie ook heeft deelgenomen aan diverse projecten die tot stand zijn gekomen in diverse internationale organisaties waarvan België lid is, onder andere het project «*Turning Words Into Action*» van het *Office for Democratic Institutions and Human Rights* (ODIHR);

Y. overwegende dat binnen de Europese Unie België zich in 2018 heeft aangesloten bij de verklaring van de Raad betreffende de bestrijding van antisemitisme en de ontwikkeling van een gemeenschappelijke beveiligingsaanpak voor een betere bescherming van de Joodse gemeenschappen en instellingen in Europa,

Vraagt aan alle hiertoe bevoegde regeringen om:

1) alle nodige maatregelen te nemen om actief bij te dragen aan het waarborgen van de veiligheid van hun Joodse burgers en van Joodse religieuze, educatieve en culturele gebouwen, en dit in nauwe samenwerking en dialoog met de Joodse gemeenschappen, verenigingen en niet-gouvernementele organisaties (ngo), alsook met de ngo's die zich bezighouden met de bestrijding van antisemitisme;

2) een «coördinator bestrijding antisemitisme» aan te duiden en alle nodige instrumenten en steun ter beschikking te stellen om de coördinator in staat te stellen zijn werk zo doeltreffend mogelijk te doen;

3) antisemitische verklaringen systematisch en publiekelijk te veroordelen en hier een ander geluid tegenover te stellen;

- 4) d'associer étroitement les organisations sociales et l'enseignement à la prévention de toutes les formes de haine et d'intolérance et à la lutte contre celles-ci;
- 5) d'étendre encore la formation ciblée des autorités de maintien de la loi en matière de lutte contre l'antisémitisme, comme prévu dans le plan d'action national contre le racisme et dans la circulaire COL13/2013 du Collèges des procureurs généraux du 17 juin 2013 relative à la politique de recherche et de poursuite en matière de discriminations et de délits de haine;
- 6) de prévoir un guichet unique virtuel, comme c'est le cas aux Pays-Bas et dans le prolongement du nouveau plan d'action national contre le racisme, afin, d'une part, de permettre aux citoyens de dénoncer les infractions antisémites dont ils sont soit les victimes, soit les témoins, et, d'autre part, de pouvoir offrir à ces derniers une protection et un soutien approprié;
- 7) d'optimiser les systèmes d'enregistrement existants de la police et de la justice, de manière à pouvoir disposer de statistiques spécifiques concernant les différents délits de haine antisémites, conformément aux activités du sous-groupe d'enregistrement des délits de haine, tel que prévu dans le plan d'action national contre le racisme;
- 8) de promouvoir la tolérance interculturelle et interreligieuse par des efforts constants et un vaste dialogue impliquant tous les acteurs sociétaux et tous les niveaux de pouvoir, en misant en particulier sur l'enseignement, dans la mesure où les écoles sont un lieu unique de transmission de valeurs telles que la tolérance et le respect puisqu'elles peuvent atteindre tous les enfants dès leur plus jeune âge;
- 9) de faire en sorte que l'enseignement accorde une attention suffisante à l'Holocauste (la «shoah») et de veiller à ce que les enseignants bénéficient de la formation appropriée et du soutien nécessaire pour ce faire et pour aborder le sujet de la diversité;
- 10) d'œuvrer à la mise en place et au développement de partenariats avec la communauté, les institutions et les organisations sociales juives, et d'encourager les échanges entre enfants et jeunes de différentes religions par le biais d'activités communes, parmi lesquelles le déploiement de campagnes de sensibilisation et le soutien à celles-ci;
- 11) de collaborer étroitement, dans le cadre de la lutte contre l'antisémitisme au niveau international, avec des acteurs internationaux comme l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
- 4) de maatschappelijke organisaties en het onderwijs nauw te betrekken bij het voorkomen en bestrijden van alle vormen van haat en onverdraagzaamheid;
- 5) de gerichte scholing inzake antisemitisme van de handhavingsautoriteiten verder uit te breiden zoals voorzien in het Nationaal Actieplan tegen racisme en in de omzendbrief 13/2013 van het College van procureurs-generaal van 17 juni 2013 betreffende het opsporings- en vervolgingsbeleid inzake discriminatie en haatmisdrijven;
- 6) zoals in Nederland en in het verlengde van het nieuwe Nationaal Actieplan tegen racisme, te voorzien in een virtueel eenheidsloket en zo, enerzijds, burgers in staat te stellen antisemitische misdrijven te melden waarvan zij ofwel slachtoffer of getuige zijn, en anderzijds, om laatstgenoemden bescherming en passende ondersteuning te bieden;
- 7) de bestaande registratiesystemen van politie en justitie te optimaliseren zodat er specifieke statistieken beschikbaar zijn inzake de verschillende antisemitische haatmisdrijven en dit conform de werkzaamheden van de subgroep registratie haatmisdrijven zoals voorzien is in het Nationaal Actieplan tegen racisme;
- 8) interculturele en interreligieuze verdraagzaamheid te bevorderen door middel van voortdurende inspanningen en een brede dialoog waarbij alle maatschappelijke actoren en alle beleidsniveaus worden betrokken en hierbij in het bijzonder in te zetten op onderwijs aangezien scholen een unieke plek zijn om waarden als verdraagzaamheid en respect uit te dragen, daar zij alle kinderen al vanaf jonge leeftijd kunnen bereiken;
- 9) in het onderwijs aandacht te besteden aan de Holocaust (de «shoah») en ervoor te zorgen dat leraren hiervoor en voor het behandelen van het onderwerp «verscheidenheid», de juiste opleiding en de nodige ondersteuning krijgen;
- 10) te werken aan het tot stand brengen en verder uitbouwen van partnerschappen met de Joodse gemeenschap, instellingen en maatschappelijke organisaties, en uitwisselingen tussen kinderen en jongeren met een verschillende godsdienst aan te moedigen via gemeenschappelijke activiteiten, waaronder het ontwikkelen en ondersteunen van bewustmakingscampagnes;
- 11) bij de bestrijding van antisemitisme op internationaal vlak nauw samen te werken met internationale actoren zoals de *United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization* (UNESCO), de Organisatie

(UNESCO), l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), la Commission européenne et le Conseil de l'Europe, ainsi qu'avec d'autres partenaires internationaux;

12) de proclamer officiellement le 27 janvier comme la Journée internationale de commémoration de l'Holocauste, en référence à l'initiative prise par les ministres de l'Éducation des États membres du Conseil de l'Europe en octobre 2002 et à la résolution 60/7 de l'Assemblée générale des Nations unies de novembre 2005;

13) de mettre en œuvre, outre la définition légale de l'antisémitisme, la définition de travail univoque et non contraignante juridiquement de l'antisémitisme élaborée par l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste, dont trente-et-un pays européens – parmi lesquels la Belgique – sont membres, et d'en faire un instrument fonctionnel d'accompagnement, entre autres dans l'enseignement et la formation, tout en rappelant que cette définition de travail ne peut pas porter atteinte au cadre légal de la liberté d'expression tel que défini dans la Constitution et la jurisprudence de la Cour constitutionnelle ainsi que dans la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

14) de consacrer une étude approfondie sous la direction du Centre d'études et de documentation guerre et sociétés contemporaines (CEGESOMA), en collaboration avec les universités et hautes écoles, à la recrudescence de l'antisémitisme et au profil des auteurs de faits antisémites, et d'examiner dans quelle mesure l'application de la loi et la réglementation existantes devraient être renforcées;

15) de conclure un accord de coopération, par le biais du Comité de coordination des organisations juives de Belgique (CCOJB) et du Forum des organisations juives (FOJ), avec tous les acteurs et la communauté juive en vue d'intégrer un module spécifique «antisémitisme» dans les politiques d'apprentissage à la citoyenneté;

16) de faire en sorte que le Mécanisme national de contrôle et de lutte contre l'antisémitisme, de la lutte contre l'antisémitisme, fasse régulièrement rapport au sujet de la situation;

17) d'évaluer, en concertation avec le Collège des procureurs généraux, la circulaire COL13/2013 du 17 juin 2023 en ce qui concerne la répression de l'antisémitisme en ligne;

voor veiligheid en samenwerking in Europa (OVSE), de Europese Commissie en de Raad van Europa, alsmede andere internationale partners;

12) 27 januari officieel als *International Holocaust Remembrance Day* uit te roepen, verwijzend naar het initiatief van de ministers van Onderwijs van de lidstaten van de Raad van Europa in oktober 2002 en naar resolutie 60/7 van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties van november 2005;

13) naast de wettelijke definitie van antisemitisme de eenduidige en juridisch niet bindende werkdefinitie van antisemitisme die is opgesteld door de International Holocaust Remembrance Alliance, waarvan eenendertig Europese landen – waaronder België – lid zijn, te gebruiken en er een functioneel begeleidingsinstrument van te maken in het onderwijs en de opleidingen, maar erop te wijzen dat die werkdefinitie geen afbreuk mag doen aan het wettelijk kader van de vrije meningsuiting zoals dat bepaald is in de Grondwet en de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof alsook in het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden;

14) een uitgebreide studie uit te voeren onder leiding van het Studie- en documentatiecentrum oorlog en hedendaagse maatschappij (CEGESOMA) in samenwerking met de universiteiten en hogescholen, over het toegenomen antisemitisme en het daderprofiel en nagaan in hoeverre de bestaande handhaving en regelgeving moeten worden aangescherpt;

15) een samenwerkingsovereenkomst af te sluiten, via het Coördinatiecomité van de Joodse organisaties van België (CCOJB) en het Forum der Joodse Organisaties (FJO), met alle actoren en de Joodse gemeenschap met het oog op het opnemen van een specifieke module antisemitisme in het aanleren van het burgerschap;

16) het Nationaal Controlemechanisme Antisemitismebestrijding belast met de strijd tegen het antisemitisme regelmatig te laten rapporteren;

17) samen met het College van procureurs-generaal, de bestaande omzendbrief COL 13/2013 van 17 juni 2013 te evalueren wat betreft de aanpak van online antisemitisme;

18) d'analyser la révision de l'article 150 de la Constitution pour parvenir à une correctionnalisation accrue des délits de presse, sans préjudice du principe de la liberté d'expression et de la liberté journalistique, et ce afin de pouvoir poursuivre plus efficacement les discours de haine et le négationnisme en ligne;

19) de faire en sorte qu'un protocole de coopération soit conclu avec les entités fédérées afin de lutter contre l'antisémitisme et le négationnisme dans le domaine du sport;

20) de réfléchir, avec le ministre compétent pour la technologie de l'information et de la communication, à la conclusion d'un protocole qui prévoit, d'une part, la mise en service de systèmes de veille et, d'autre part, l'arrêt de la diffusion de messages à caractère raciste, antisémite ou négationniste et ce, en collaboration avec les opérateurs de télécoms;

21) de cartographier les initiatives existantes, aux différents niveaux de pouvoir, visant à la prévention du racisme, de l'antisémitisme, de la discrimination et des crimes de haines de manière à favoriser les politiques concertées entre les niveaux de pouvoir impliqués.

Le 3 mars 2023.

18) om de herziening van artikel 150 van de Grondwet te analyseren om te komen tot een verdere correctionalisering van de drukpersmisdrijven zonder afbreuk te doen aan het beginsel van de vrijheid van meningsuiting en de journalistieke vrijheid en dit om te komen tot een effectievere vervolging van online haatspraak en negationisme;

19) een samenwerkingsprotocol te sluiten met de deelstaten om het antisemitisme en het negationisme in de sport te bestrijden;

20) met de minister die bevoegd is voor informatie- en communicatietechnologie na te denken over het sluiten van een protocol dat enerzijds voorziet in het in werking stellen van monitoringsystemen en anderzijds in het stoppen van de verspreiding van racistische, antisemitische of negationistische berichten, in samenwerking met telecomoperatoren;

21) de bestaande initiatieven met betrekking tot de preventie van racisme, antisemitisme, discriminatie en haatmisdrijven op de diverse beleidsniveaus in kaart te brengen, zodat een gezamenlijk beleid van alle betrokken beleidsniveaus wordt aangemoedigd.

3 maart 2023.

Els AMPE.
Gaëtan VAN GOIDSENHOVEN.
Philippe DODRIMONT.
Jean-Frédéric EERDEKENS.
Orry VAN DE WAUWER.